

## Du « grondement de la bataille » à l'anthropologie du contemporain

Alain Bertho

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/variations/499>

DOI : 10.4000/variations.499

ISSN : 1968-3960

### Éditeur

Les amis de Variations

### Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2006

Pagination : 17-27

### Référence électronique

Alain Bertho, « Du « grondement de la bataille » à l'anthropologie du contemporain », *Variations* [En ligne], 8 | 2006, mis en ligne le 27 décembre 2012, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/variations/499> ; DOI : 10.4000/variations.499

---

Ce document a été généré automatiquement le 5 mai 2019.

Les ami•e•s de Variations

---

# Du « grondement de la bataille » à l'anthropologie du contemporain

Alain Bertho

---

## NOTE DE L'AUTEUR

Ce texte reprend et élargit une intervention prononcée le 15 mai 2006 au séminaire *Multitude et métropole* animé par Antonio Negri au Collège International de Philosophie. Cette séance où est aussi intervenu Pascal Nicolas-Lestrat avait pour titre « Devenir banlieue ».

- 1 L'identification de la métropole comme espace productif et stratégique pour l'hégémonie du travail immatériel et de la multitude est une étape importante qui semble à peu près réalisée. À ce point de la construction collective, nous sommes confrontés à un impensé de taille : quelle est la politique qui va donner force et lisibilité à ces nouveaux antagonismes ? Quelle est la politique qui va construire ce fameux « sujet historique » dont nous avons peut-être la nostalgie ? Le danger me semble très grand de « déduire » la politique métropolitaine des enjeux objectifs de la territorialisation du travail immatériel, de glisser sans y prendre garde dans une intellectualité de type structural, objectiviste, déductiviste et dialectique. Bref de rester les dignes héritiers de Durkheim et de Lénine.
- 2 En réalité, les mots anciens nous emprisonnent et « nous obligent à répéter plutôt qu'à dire », dit Zygmunt Bauman, citant les *Villes invisibles* d'Italo Calvino<sup>1</sup>. « Répéter » ce qu'on savait déjà : n'est-ce pas ce qu'a fait à l'envi la sociologie française après le choc des émeutes de novembre 2005, se rassurant ainsi sans doute de la difficulté extrême que nous avons à identifier l'événement dans sa singularité, voire à mettre des mots dessus. C'est une subjectivité politique nouvelle qui émerge et ce sont les sciences sociales qui bégaièrent...
- 3 Dans cette conjoncture, j'ai fait personnellement, résolument, le choix d'une posture anthropologico-ethnographique face à l'inépuisable singularité, comme à l'inépuisable altérité du contemporain. C'est une posture humble d'enquête participante. C'est une

posture qui construit ses terrains, mais en aucun cas ses objets. De regarder notre monde par en bas et par le bout des singularités et des situations n'est sans doute pas la plus mauvaise façon de glaner les mots qui nous manquent, ni de comprendre la conjoncture politique. Cette posture s'est imposée à moi au cours de la vingtaine d'années durant laquelle j'ai mené des recherches sur la ville et la politique jusqu'à aujourd'hui. C'est à partir de cette longue expérience de banlieue que je veux poser ici quelques hypothèses et pistes de recherche qui ont les mobilisations récentes comme point d'ancrage.

## I. La Banlieue comme « anomalie »

- 4 Voici vingt-cinq ans que la question se pose de savoir de quoi la « banlieue », nouvelle venue du vocabulaire social au début des années quatre-vingt, est-elle le nom ? Un quart de siècle plus tard, la réponse semble évidente : la banlieue est le nom de l'affrontement subjectif et cognitif de l'ancien et du nouveau, longtemps théâtre privilégié de la décomposition du fordisme et aujourd'hui plus clairement gisement de nouveauté. L'ancien et le nouveau : la formule est pratique. Soyons un peu plus précis dans notre désignation ; je veux parler ici à la fois du mode de la politique et du mode d'intellectualité du monde.

### Deux modes politiques

- 5 Je pose en effet que le communisme municipal dont j'ai suivi les déboires<sup>2</sup> est l'une des formes historiques de la politique qui a accompagné l'industrialisation et le fordisme. Ce mode a, durant des décennies, articulé la classe comme subjectivité, l'État local et national comme enjeu stratégique et le parti comme pratique. Ce mode politique est clos. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela ne signifie pas qu'il a disparu de la scène sociale. Cela signifie qu'il a cessé de produire du social. Qu'il a cessé de faire société et histoire.
- 6 Mais ces décennies ont laissé des traces importantes, d'autant plus importantes que l'État était le terrain stratégique privilégié. Il a produit de l'institution : structures de pouvoir et de gestion, réglementations, cultures politiques. Ayant finalement, selon le mot célèbre, « perdu toute sa force propulsive », ce mode politique s'est laissé absorber par l'institution. Les partis, les syndicats sont aujourd'hui partie intégrante de l'État. Ce champ, aujourd'hui restreint, reste le terrain d'affrontements de type fordiste qui, depuis plus de dix ans (grèves de novembre-décembre 1995), se soldent par la liquidation progressive de l'héritage, le rétrécissement de l'espace politique et électoral des partis, les reculs syndicaux et la perte progressive de confiance dans la démocratie... La crise du communisme a été la partie la plus visible d'une crise généralisée de la politique fordiste.
- 7 La gauche s'est désespérément arc-boutée sur son héritage et sa culture, de plus en plus incapable de comprendre, voire d'accepter les nouveaux enjeux émergents et notamment les enjeux de la vie urbaine. En installant la politique de la ville, la gauche a montré son souci de prendre en compte les nouvelles questions urbaines, mais elle l'a fait dans un cadre de politiques contractuelles défensives, dérogoires au droit commun de la République, territorialisées, temporaires et expérimentales. Les tensions urbaines ont été vécues comme périphériques au regard de l'affrontement au sein de l'entreprise. Ces nouvelles tensions n'ont pas été vues comme de nouveaux fronts à tenir, mais comme une source de difficulté pour les fronts traditionnels. Les quartiers ouvriers des générations précédentes avaient été vécus comme des bastions. Les nouveaux quartiers du prolétariat

urbain sont considérés comme des « ghettos » que la gauche elle-même propose parfois de disperser au nom de la « mixité sociale ». La nostalgie des luttes obscurcit, pour nombre de militants, la conscience des enjeux du présent : « Le nouveau n'efface pas le passé, mais seulement fait du passé un obstacle pour affronter le futur avec intelligence, avec des capacités de créer de nouveaux affects, de produire de nouvelles luttes politiques<sup>3</sup>. » Militants du droit au logement dès 1990, sans papiers en 1996, chômeurs en décembre 1997, sont successivement accueillis avec réticence dans le cercle des luttes légitimes et toujours suspects de surenchères ou de divisions potentielles.

- 8 Racisme culturel et social, discrimination au quotidien, stigmatisation de la jeunesse, traitement policier des questions sociales et urbaines, sont pour la gauche surtout un terrain d'hésitation voire de division passionnelle. Quoi d'étonnant, dans ces conditions, qu'elle offre un front désuni, une résistance molle, voire une perméabilité certaine à la stratégie de l'épouvantail agitée par la droite politique ou culturelle. Je parle de la question dite de « l'immigration » dès le début des années quatre-vingt, la question de la « sécurité » lancée dans la foulée des années quatre-vingt-dix, la question des « ghettos » à résorber pour finir sur l'air de « l'islam versus laïcité » de ces dernières années.
- 9 Or, simultanément, une nouvelle subjectivité, voire un nouveau mode de la politique, s'est peu à peu manifestée. De cette difficile émergence fortement obscurcie par cette durabilité de l'ancien, disons le tout net, nous ne savons pas grand-chose. Nous avons une hypothèse à laquelle il nous faut tenir coûte que coûte : le nouveau ne ressemble pas à l'ancien. Il n'articule pas de la même façon ses pratiques et son intellectualité du contemporain. Inutile donc de remplacer la classe par la multitude et de chercher désespérément le parti et la forme d'État qui vont avec. On peut même pousser l'hypothèse que les formes séparées de la politique fordiste (société/État/politique ; classe et parti) n'ont plus cours dans une subjectivité biopolitique et métropolitaine. Ce qui ne clarifie pas mieux les choses. Mais comme le chante *Noir désir* : « Si vous ne trouvez plus rien, cherchez autre chose ».

## L'anomalie

- 10 En effet, les modes d'intellectualité savante du social sont aussi mis en difficulté par le changement de séquence, et la ville est un terrain privilégié de ces difficultés qui, là aussi, prennent le nom de « banlieue ». Enfants intellectuels de la confrontation du socialisme et de l'ordre industriel, les sciences sociales sont aujourd'hui en difficulté sur leurs paradigmes les plus fondateurs, comme la notion même de société. C'est sans doute dans les mots de l'urbain que se sont d'abord manifestées les incertitudes intellectuelles liées à la clôture d'une séquence historique et à l'ouverture de la séquence actuelle.
- 11 « *La crise de l'urbain renvoie à une crise plus générale des représentations de la contemporanéité*<sup>4</sup>. » La thématique de la banlieue et son cortège de concepts mous, « immigrés », « violences », « insécurité », « exclusion » signale « l'anomalie » proposée par Thomas S. Khun<sup>5</sup> comme le symptôme flagrant d'une rupture d'intellectualité. Ce n'est pas la moindre des difficultés de la sociologie française depuis vingt ans que d'avoir tenté d'articuler les héritages conceptuels – durkheimiens ou marxistes – aux dérapages paradigmatiques, portés la plupart du temps par la commande publique de recherche. La quête obstinée d'une société conçue comme une composition de différences collectives nous a fait ainsi glisser de la classe à l'ethnie, de l'ouvrier à l'immigré, de la lutte à la cohabitation<sup>6</sup>.

- 12 Depuis plus de vingt ans, les débats publics présentent la banlieue comme une crise sociale, un manque et dysfonctionnement du réel, figure de « la ville comme une société défaite<sup>7</sup> », mais cette lecture n'est peut-être qu'une crise du système d'interprétation<sup>8</sup>.

### Traquer l'inattendu

- 13 Par quelle posture d'enquête peut-on, dans ces conditions, simultanément croiser le nouveau et l'identifier intellectuellement ? Quel doit être notre terrain et quelle doit être notre ambition ? Sans tenter de construire préalablement notre objet – opération on le comprendra tout à fait hasardeuse – au moins peut-on tenter d'y voir clair dans nos propres représentations mentales : qu'entend-on par « Politique » ? La subjectivité d'un antagonisme, potentiellement porteuse de normes nouvelles d'organisation, la subjectivité d'une « normativité » au sens de Canguilhem ? Comment s'identifie-t-elle dans la réalité matérielle : des pratiques de résistance, des mouvements de mobilisation, voire des insurrections, des processus constituants, l'énoncé partagé d'enjeux culturels et institutionnels...
- 14 L'une des difficultés peut alors s'énoncer ainsi : dans les cas des visibilités les plus flagrantes, cette subjectivité se développe dans un environnement de pratiques et d'institutions qui portent la marque de la période qui s'achève. Cette situation n'est pas forcément sans intérêt pour l'analyse, on le verra à propos du CPE. Cependant, ce n'est sans doute pas par là que l'on doit commencer. Ce que nous devons traquer, c'est l'anomalie, l'inattendu, l'innommable. « Les événements voyous », dirait Baudrillard<sup>9</sup>. Ce à quoi nous devons nous coltiner intellectuellement, c'est au plus obscur. Il y a de fortes chances d'y trouver le gîte du lièvre. Novembre 2005, de ce point de vue, est une véritable aubaine.

## II. Novembre 2005 : l'enjeu linguistique

- 15 Paradoxe d'un mouvement qui a éclaté comme le manifeste d'une jeunesse que la politique « ne calcule pas » et que les institutions rejettent et stigmatisent, les acteurs des émeutes de novembre sont restés dans l'obscurité et le silence. Ces « nuits bleues » de la banlieue qui ont braqué brutalement les projecteurs sur la situation faite à des populations et à des quartiers, laissent curieusement hors d'atteinte le visage, les mots, la subjectivité partagée de leurs acteurs. Stratégie d'une visibilité invisible, surgissement anonyme dans l'espace public. Nous avons vu à l'envi le feu et les lumières de la nuit, mais nous n'avons vu que des ombres. Les lumières sont éteintes, les blogs vidés ou désactivés, les capuches rabattues.

### Nous n'avons vu que des ombres<sup>10</sup>

- 16 La mort de Zyad et Bouna n'a pas été en elle-même suffisante pour mettre le feu à la plaine. Suivant un scénario déjà rencontré, hélas, l'émotion est immédiate à Clichy-sous-Bois. Le 14 décembre 1998, la mort de « Pipo » (Habib, 17 ans), blessé par balle par la police, lycéen de la Cépière, avait enflammé le quartier de la Reynerie à Toulouse. Comme la mort de Mounir, à Vauvert en mai 1999 avait enflammé la petite ville du Gard. Et les soirs du 27, du 28 et du 29, Clichy flambe. On semble alors s'orienter vers un retour au calme. Mais jour après jour, le traitement politique de l'événement, l'absence du moindre

mot de regret ou de compassion institutionnelle, l'escalade verbale de la stigmatisation et le consensus républicain anti-violence construisent une situation nouvelle. Ni la douleur des proches, ni la solidarité générationnelle n'ont leur place dans l'espace public. Au-delà de la situation matérielle qui leur est faite, c'est le refus réitéré de toute reconnaissance qui détermine le passage à l'acte.

- 17 En une semaine, l'émotion localisée s'est muée en une colère plus large, plus politiquement construite. Elle est explicitement dirigée contre le ministre de la police, symbole du mépris, de la discrimination, du déni d'existence, supportés depuis des années. Durant cette première semaine, cette colère ne s'est exprimée qu'en Île-de-France. C'est dans la nuit du 4 au 5 novembre que la colère s'étend à la France entière pour culminer dans la nuit du 6 au 7 novembre. C'est à ce moment-là seulement que l'on commence à comprendre qu'on a affaire à quelque chose qui échappe aux grilles préétablies. Il ne s'agit plus d'incidents ou d'émeutes localisées. Il s'agit d'un mouvement profond, au travers duquel les acteurs se constituent une subjectivité partagée. Tous ceux qui ont alors passé quelques nuits dehors le savent : ce qui a eu lieu n'avait qu'un rapport lointain avec les images de guerre passées en boucle dans les médias. « L'émeute » n'a pas semé la terreur dans les quartiers. Les affrontements directs avec la police ont été rares. La ville est à nous, semblent dire ces ombres insaisissables. Et la ville est à tous ses habitants. Jeunes et (nombreux) moins jeunes, depuis les trottoirs ou les fenêtres, assistent tranquillement à l'agitation des uniformes, incrédules devant les conseils de prudence prodigués par des « forces de l'ordre » passablement à cran. L'émeute ne vide pas la rue des badauds, elle les attire. Quand trois voitures brûlent dans une cité et que police, pompiers, et élus arrivent sur les lieux, nombreux sont les habitants qui les attendent, prêts à raconter, à qui leur semblera de confiance, la colère des « petits », leur projet de brûler la rue entière, la palabre pour les calmer. Mais sûrement pas là où ils se sont évanouis dans l'obscurité, peut-être déjà à leur fenêtre. Jeunes souvent absents de leurs lieux de regroupement habituels et adultes dehors : il a flotté dans la nuit de ces quartiers une atmosphère étrange, indescriptible, décalée.

## L'innommable

- 18 Nous avons été nombreux, élus, militants, sociologues ou anthropologues des banlieues, dès le petit matin à tenter de mettre des mots sur notre désarroi. Dans les semaines qui ont suivi, publications et journées d'études ont été l'occasion de répéter à l'envi ce qu'on savait déjà. Comme si les causes avérées dispensaient de penser l'événement. Comme si « l'objectivement prévisible » annihilait la tétanisation subjective qui a pris le monde savant comme le monde politique. Ce trop plein objectiviste et historiciste fait ressortir des lignes de forces d'analyse qui cherchent à objectiver le conflit en le socialisant au sens fordiste (trouver des groupes derrière la subjectivité politique) et en l'ethnicisant. Ce faisant, ces lectures font disparaître la singularité de la situation et de l'événement, la singularité des rapports jeunes-police, de la mort des jeunes, de l'ethnicisation étatique et policière de la « question sociale ». Les mots dérapent : crise des banlieues, violences urbaines, émeutes, soulèvement populaire<sup>11</sup>. Nous avons un problème avec les mots à propos des émeutes de novembre. Le mouvement se donne comme un mouvement sans mot, sans revendication, sans prescription. Serait-il prépolitique, infrapolitique ? Pourtant on sait à quel point, dans le déclenchement des émeutes, les mots ont été importants. Un mouvement qui se déclenche sur les mots que l'État a mis sur les

dépouilles de jeunes n'aurait pas de mots qui lui soient propres ? C'est peut-être même ce défaut de « mots pour le dire » qui infère son mode d'expression et sa « violence ». Cela signifie-t-il que la subjectivité qui s'exprime et s'expose ne peut pas s'énoncer comme une pensée discursive, comme une pensée politique ? Le mutisme des émeutiers est-il un défaut de mots ou un refus des mots ? Je propose l'hypothèse que ce mutisme n'est pas tant une incapacité de parole qu'un refus d'interlocution. Que ce silence mis en scène par les voitures-feux de Bengale des quartiers en dit autant qu'il tait, qu'il n'y a pas là absence de politique ou de pensée singulière mais un message volontairement silencieux.

- 19 Face aux voitures brûlées, à la « violence » de la rue, la référence consensuelle à la République, au modèle républicain, a fonctionné comme une injonction au silence : la république est citoyenne, égalitaire, laïque, anticommunautariste « donc » il est mal venu de poser le problème du sort fait aux enfants de l'immigration, mal venu de contester le caractère républicain de la police... Or dans le même temps, la police de cette même république inscrit l'ethnicité de la « race » dans ses pratiques et ses violences quotidiennes. Il y a donc injonction paradoxale : les victimes de la république qui trahit ses principes sont mises à l'index lorsqu'elles se plaignent, et incriminées d'ethnisme et de communautarisme ! On est exactement dans le dispositif de l'exception fondatrice (inclus = exclus), décrite par Sidi Mohammed Barkat dans *Le Corps d'exception*<sup>12</sup>. L'innommable est une injonction d'État et la référence à la République une répression de toute velléité politique.
- 20 Face à ce dispositif, les ombres des émeutiers sont soit délinquantes, soit silhouettes sans identités ou encore trop identifiées. Les corps des jeunes « français » (façon terrible de dire qu'ils ne le sont pas vraiment) sont des corps d'exception. *Homo Sacer* ou *Paria*, leur crémation dans un central EDF provoque tout au plus une polémique de circonstance (policières ou non), pas une marée de solidarité de tous les parents du pays. « Quand y'a des jeunes qui meurent dans la cité, on a l'impression que leur vie, elle a pas la même importance que celle des autres. » (Entretien issu de nos propres enquêtes, 2006)
- 21 L'innommable est le produit de l'altérité radicale entre l'espace étatique républicain et les jeunes émeutiers, l'absence de commun. Là gît sans doute la question du « Nous manquant » de Sagot-Duvouroux<sup>13</sup>. Pour une part, le mutisme est un choix partagé. Ce qui pose un problème de taille pour l'enquête. Nous y reviendrons.

### III. Le CPE : fordisme ou biopolitique métropolitaine ?

- 22 La mobilisation contre le CPE fait-elle partie de la liste des « événements voyous » ? Oui et non, et c'est bien cela qui la rend passionnante. Dans cette mobilisation, en effet, le nouveau et l'ancien se sont mêlés, mais plus souvent affrontés que confondus...

#### Le mouvement fordiste et ses anomalies

- 23 Mobilisation contre un contrat portant atteinte au code du travail, unité syndicale, calendrier bien cadré, manifestations imposantes, journées d'action, négociation des « partenaires sociaux » : tout concourt pour conférer à cette séquence les allures d'un retour en force des enjeux et de la subjectivité fordiste sur la scène politique. Toutes les organisations, et le pouvoir, ont joué sur ce registre. Vu sous cet angle, le mouvement anti-CPE s'inscrit dans la lignée des mobilisations sur le rapport salarial qui ont émaillé

les années 1990-2000, avec cette particularité que c'est le premier exemple de résistance réellement victorieuse.

- 24 Si, comme le dit Jean Baudrillard, on prend l'événement « de profil », alors la perspective change. D'abord, la question désormais récurrente des « casseurs venus des banlieues », groupes mobiles et violents qu'on avait déjà vu apparaître lors des mobilisations lycéennes précédentes. Ils font de nouveau surface lors de la première manifestation étudiante à caractère national (23 mars 2006), source d'insécurité pour les manifestants et acteurs de scènes d'une grande violence à l'arrivée du cortège place des Invalides.
- 25 Qui sont-ils ? Casseurs, délinquants, jeunes désocialisés, « n'ayant rien à voir avec la manifestation » assurent d'une même voix les organisations « responsables ». De cette caractérisation sécuritaire, voire policière, d'une tension certes sérieuse, mais d'une tension au sein même de la jeunesse populaire, découle une situation sidérante : le 28 mars, la manifestation monstre à Paris défile sous la protection de la police. Lors de la dispersion, les forces de police collaborent avec des services d'ordre syndicaux auxquels le ministre de l'intérieur ne manquera pas de rendre hommage !

### Les lycéens comme lien entre ancien et nouveau

- 26 Dans ces conditions, rien ne serait plus facile que d'opposer novembre 2005 et mars 2006, la « violence des banlieues » et le rassemblement syndical plus classique, voire les jeunes les plus précarisés et la jeunesse étudiante.
- 27 Pourtant, les choses sont plus complexes. L'extension du mouvement contre le CPE aux lycées, voire aux collèges, nous l'a très vite montré. Les grèves et les blocages des établissements secondaires donnent souvent lieu à des manifestations locales de forme classique. Mais dans les villes populaires et notamment en banlieue parisienne, ces mobilisations des plus jeunes s'accompagnent de plus en plus d'affrontements violents avec la police : caillassages, voitures brûlées, vitrines cassées...
- 28 L'ombre de novembre reparait là où en fait le feu n'avait jamais été éteint et l'on découvre alors, en plein jour, le visage juvénile des émeutiers des nuits d'alors : lycéens, collégiens, sans peur ni illusion. Aux tentatives des adultes pour les raisonner, ils répondent : « que voulez-vous qu'on fasse ? Qu'on manifeste gentiment ? Mais ça fait quinze jours qu'on manifeste gentiment... En novembre, il y a eu des émeutes et on a obtenu des choses ! » La parenthèse, trop vite refermée, trop vite oubliée, rattrape le monde politique.
- 29 Les casseurs et les arracheurs de portable des défilés parisiens ne sont pas de nature différente des lycéens qui, devant leur établissement, participent à leur façon au mouvement et incendient des voitures. La différence est une différence de situation. Dans leur quartier, dans leur ville, ils peuvent entraîner le mouvement sur le terrain de leurs formes de lutte et de leurs contentieux, notamment avec la police. À Paris, en terrain inconnu, et en présence d'un fort cortège classiquement syndical, l'altérité se tend jusqu'à l'affrontement.

### De la manifestation au blocage

- 30 En réalité, le face-à-face du nouveau et de l'ancien traverse le mouvement étudiant lui-même. Deux formes de lutte collective sont alors en concurrence : la manifestation- défilé

et le blocage. La manifestation comme mise en spectacle du rapport de force a vécu son apogée entre la fin des années soixante-dix (invention et génération des éléments de mise en scène, ballons, drapeaux, etc.) et les luttes de 2003. Déjà les années 2000 avaient vu une tendance à la dislocation de la mise en scène par les organisations au profit de la juxtaposition des collectifs de lutte (comme cela s'est vu lors de la grève des enseignants au printemps 2003).

- 31 Les manifestations étudiantes de 2006 semblent entrer dans une nouvelle phase qui contraste avec les cortèges syndicaux, toujours encadrés et mis en scène : flux désordonné des cortèges étudiants, densité discontinue, mots d'ordre discontinus (avec de longs passages silencieux), groupes incontrôlés et, finalement, encadrement étatique de la manifestation « protégée par la police ». Vivons-nous la fin d'une forme d'action collective ?
- 32 Le « blocage » quant à lui est d'abord un mot qui s'impose et une nouvelle forme d'action dans les établissements universitaires, puis scolaires en général. Il devient un enjeu politique en soi au cours des semaines. Progressivement, il prend une autre dimension : celle du blocage des voies de communication. C'est la forme spontanée d'action des lycéens après le blocage de leur lycée. Cette forme est adoptée dès le début dans certaines régions (Rennes, Poitiers). Fin mars, elle est appliquée dans toute la France par le mouvement étudiant et lycéen en lieu et place des manifestations traditionnelles. Ainsi, la ville n'est plus le lieu neutre de la mise en spectacle, mais l'enjeu de l'action. On bloque la ville comme les ouvriers bloquaient leur usine. Le blocage est peut-être le point de jonction de ce que le fordisme a disjoint. Sur ce terrain, la lutte ne se réduit pas à sa forme fordiste, montre ses capacités d'innovation et aussi son ambivalence. Dans ce cas, le rapport à la police retrouve une certaine clarté.

### Du fordisme à la biopolitique

- 33 Voilà de quoi éclairer quelques anomalies et leur résolution, car les « bandes de casseurs » ont disparu des manifestations étudiantes à la fois avec le passage aux blocages et avec l'implosion de l'exécutif gouvernemental. D'un côté, une partie de la jeunesse populaire urbaine est restée à côté du mouvement, jugeant, selon l'enquête d'un de mes étudiants, qu'après s'être mobilisés pour « leur condition d'être humain » en novembre, l'interpellation de leur seul « être de travailleur » leur semblait un peu mince comme motivation. Mais d'un autre côté, comment ne pas être frappé par l'absence de toute liesse victorieuse dans les universités à la pointe du combat, lors de l'abandon de l'article 8 du projet de loi ? Il a fallu deux semaines pour revenir à la normale. Visiblement, ce n'était pas leur seul « être de travailleur » ou de « futur travailleur » qui motivait ces jeunes. Comment dire mieux que la biopolitique a bouillonné sous le fordisme officiel de la lutte ?

## IV. Quelle subversion de l'État et du savoir ?

- 34 Novembre 2005 est un pur joyau de singularité, dont l'extériorité à l'espace institutionnel a été presque totale. La plupart du temps, il en va autrement. La mobilisation du CPE est un exemple assez éclairant en ce qui concerne les enjeux des hybridations conflictuelles. Incrire la mobilisation multitudinaire dans l'espace stratégique métropolitain, c'est prendre ostensiblement le risque de cette hybridation, notamment en matière d'enjeux

de gouvernance. C'est aussi s'inscrire dans un registre particulier, qui est celui du statut du territoire et de ses habitants, celui des frontières objectives et subjectives qui, à l'heure de la mondialisation, traversent le territoire métropolitain de part en part. Les instances de gestion urbaine et les institutions municipales – en France notamment – ont déjà accumulé une expérience d'hybridation qu'ils assument en partant de leurs dynamiques propres, et ils ont une expérience de la subversion possible de ces registres statutaires.

- 35 Les institutions de gestion locale de la ville sont sans doute les seules portes de l'État encore entrouvertes aux mouvements populaires, les seuls espaces possibles d'expérimentations institutionnelles. Mais leurs instruments et l'intellectualité de leurs responsables (élus et administratifs) sont encore profondément marqués par la période précédente. L'hybridation, dans ces conditions, risque plus souvent d'assourdir le neuf que de le révéler à lui-même et à l'espace public.
- 36 Dans le même temps, la lumière ne peut émerger rationnellement de l'analyse savante des enjeux du travail immatériel. Une politique de subversion institutionnelle ne peut s'inventer que dans une situation de mise en face-à-face d'une volonté d'expérimentation institutionnelle/professionnelle et d'une subjectivité mobilisée et prescriptive. Là encore, nous devons travailler sur des situations avec les acteurs eux-mêmes. Je prendrai deux exemples. L'un pose la question des formes publiques à inventer pour donner à la créativité immatérielle un adossement public. L'autre celui de la mobilisation contre la rente.

## La confusion des genres où la production immatérielle est biopolitique

- 37 À la suite des émeutes de novembre, les élus de Saint-Denis ont provoqué des rencontres dans les antennes locales du service jeunesse. Lors d'une de ces rencontres, une élue, dans le quartier dont elle a la charge, est confrontée à trois jeunes adultes, porteurs à la fois d'un projet et d'un discours très construit. Ils forment un groupe de Rap déjà assez bien rodé et demandent une aide de la mairie. Mais quelle est la nature de leur projet et quelle est la nature exacte de l'aide demandée ? Le leader du groupe présente l'affaire par un long propos préliminaire bien argumenté et très politique :

Notre groupe s'appelle "Recognize" : vous comprenez ce que ça veut dire ? Nous faisons du RAP *parce que personne ne peut parler à notre place* [nous soulignons] ».

- 38 Suit un propos articulé de la façon suivante :

*Les émeutes c'est pas nous, c'est les petits. Mais quelque part ils avaient raison. Le problème aujourd'hui c'est un racisme d'État nourri d'un passé colonial qui ne passe pas (les trois jeunes sont noirs).*

- 39 Il poursuit :

*Notre façon de nous dresser contre cette situation c'est notre RAP. On a besoin d'une salle pour répéter, mais l'association du quartier ne nous donne pas notre place (une association polyvalente soutenue par la mairie, mais indépendante). Cette association est mal gérée, ce sont des anciens. Aidez-nous à y prendre le pouvoir. On veut bien reprendre le flambeau pour toutes les activités...*

- 40 Difficile de démêler dans cette demande argumentée ce qui est de l'ordre du soutien matériel simple (la salle), ce qui est de l'ordre de la demande de soutien politique (l'association) et ce qui est de l'ordre de la demande de soutien à la création d'entreprise,

car le groupe de Rap veut aussi créer un label. Même avec la meilleure écoute et la meilleure volonté possible, l'élue municipale ne peut répondre à cette demande qui, en termes d'instruments institutionnels, mobilise des registres non seulement différents, mais contradictoires entre eux. On n'aide pas et on ne loge pas dans les mêmes conditions un projet associatif et un projet commercial. L'esprit politico-entrepreneurial de ces jeunes ne rentre pas dans les cadres. Non parce qu'ils seraient dans une confusion juvénile ignorante des contraintes administratives, mais parce qu'ils sont porteurs d'une figure biopolitique dans laquelle les frontières subjectives ont été abolies entre la vie vécue, la créativité, la politique et le revenu...

### Situation et coproduction : quel statut du savant ?

- 41 Il ne peut y avoir d'enquête généraliste sur la multiplicité. Cette subjectivité du commun, ou subjectivité constituant la matière à la production du commun, ne nous sera accessible que par le travail sur des terrains singuliers, dans des situations où se confrontent des enjeux urbains et une pratique biopolitique ; ou encore lorsque se confrontent à ces enjeux biopolitiques des pratiques institutionnelles et militantes. Nous avons besoin, par ailleurs, d'une recherche-action ou d'enquêtes participantes, car sans partage de l'action sur la situation, l'énoncé de la subjectivité de cette situation nous restera inaccessible. La production immatérielle est directement politique, dans ses énoncés comme dans ses pratiques de coopération. Face à elle, « l'innommable », on l'a vu, est aussi une stratégie étatique. Lorsqu'on traque judiciairement le RAP comme énoncé insupportable, l'injonction au silence comme répression du commun est une répression de la production immatérielle elle-même.
- 42 Il existe un enjeu proprement linguistique sur la connaissance, la répression et la résistance urbaine. Dans ces conditions, la « rétention des mots », le refus de l'interlocution est aussi une posture de résistance, une posture « d'exode ». La politique, dans ce cas, n'est plus une prescription sur l'État mais la construction d'un commun en altérité à « l'institution », ce mot qui, pour les jeunes interrogés dans nos enquêtes, englobe toute forme de société organisée et non seulement l'appareil d'État. Si on accepte cette hypothèse, on voit immédiatement le problème qui se pose à l'enquête. Une recherche qui se donne comme objectif de dévoiler une subjectivité politique, dont une dimension est le refus de se dévoiler, est confrontée à la fois à une question pratique et à une question éthique. Un tel enjeu sur les mots et les énoncés invite le savant à repenser sa posture d'enquête et sa responsabilité politique. Élucider la pensée politique qui forme ce commun en dissidence, c'est prendre la responsabilité de nommer, de participer à son énonciation en coproduction.

---

## NOTES

1. Zygmunt Bauman, *Vies perdues, la modernité et ses exclus*, Payot, 2006. La citation d'Italo Calvino est très exactement : « L'on voudrait pouvoir dire ce dont il s'agit, mais tout ce qui, auparavant, a été dit à propos d'Aglaurée, emprisonne vos mots et vous oblige à répéter plutôt qu'à dire ».
2. Alain Bertho, *La Crise de la politique, du désarroi militant à la politique de la ville*, L'Harmattan, 1996.
3. Christian Marazzi, *La Place des chaussettes*, Éditions de l'Éclat, 1997
4. Marc Augé, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Flammarion, 1994, p. 154.
5. Thomas S. Kuhn, *La Structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, 1983 (1962), pp. 82-83.
6. Je développe ce point dans mon article « Penser la ville Monde », *Socio-anthropologie* n°16, 2005.
7. Anne Querrien, « La sociologie peut-elle rassurer la ville ? », Séminaire *Multitude et Métropoles*, Collège international de philosophie, 2006.
8. Georges Balandier, *Le Désordre*, Fayard, 1998 : « Le désordre contemporain est dans les têtes et non pas seulement dans les situations auxquelles chacun se trouve confronté. »
9. Jean Baudrillard, « Place aux événements voyous », *Libération*, 14 avril 2006.
10. Voir aussi mon article « Nous n'avons vu que des ombres », in : *Mouvements*, dossier sur les événements de novembre 2005, n° 44, avril-mai 2006.
11. Titre du dossier d'IPAM réalisé par Julien Lusson, 18 décembre 2005. [http://www.reseau-ipam.org/article.php3?id\\_article=1147](http://www.reseau-ipam.org/article.php3?id_article=1147)
12. Sidi Mohammed Barkat, *Le Corps d'exception, les artifices du pouvoir colonial et la destruction de la vie*, Amsterdam éd., 2005.
13. « Le nous manquant » in *Banlieue, lendemains de révolte*, La Dispute, 2006.